



Résolution 3 : Construire une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux

La classe dominante soumet l'Université aux intérêts privés, au prix fort pour les étudiants. La vague de réformes qui démarre au LMD et qui culmine avec la LRU tend à donner à l'Université le rôle de former des salariés dociles et bon marché et de développer une recherche seulement capable de générer des profits immédiats. « L'opération Campus » menée par le gouvernement va dans ce sens.

Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université aux logiques de rentabilité, une Université qui soit un outil pour l'émancipation de tous les travailleurs et qui contribue à répondre aux besoins sociaux. Cela implique qu'elle forme les citoyens à être des travailleurs qualifiés en maîtrise du processus de production, qu'elle contribue à sécuriser l'entrée dans l'emploi des diplômés pour protéger tous les travailleurs, qu'elle développe la recherche fondamentale pour le progrès humain.

Former les citoyens à être des travailleurs qualifiés en maîtrise du processus de production

La future norme d'une formation supérieure réellement émancipatrice est, pour les étudiants communistes, une formation hautement qualifiante qui lie étroitement Enseignement et Recherche afin de répondre aux besoins nouveaux de la société associés à la révolution informationnelle qui s'opère.

La formation supérieure initiale doit par ailleurs être distincte de la formation professionnelle qui relèverait quant à elle exclusivement des entreprises. Parallèlement, la formation continue à l'Université doit répondre aux ambitions de formation des individus et à l'évolution des besoins sociaux alors que la formation professionnelle continue en entreprise doit répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise pour sa production.

La formation doit également, quelque soit le parcours de formation, donner les clés aux futurs travailleurs pour leur permettre de comprendre l'environnement économique (système économique -agents, mode et rapports de production en particulier-, marché et droit du travail...) de leur futur métier. Il s'agit ainsi de permettre à chacun de maîtriser le processus de production dans lequel il s'inscrit, condition de sa capacité à porter avec d'autres travailleurs l'exigence d'évolutions de celui-ci en rapport avec l'évolution des besoins sociaux.

Les étudiants communistes portent l'idée d'un nouveau système de formation initiale et continue à l'Université dont les parcours, la nature des savoirs enseignés en leur sein et les diplômes auxquels ils conduisent permettent de répondre à la nécessaire hausse générale des qualifications et à la maîtrise par les individus des processus de production.



Sécuriser l'entrée dans l'emploi des diplômés pour protéger tous les travailleurs.

Nous voulons opposer à la régulation du système capitaliste par le chômage et la précarité d'une grande partie des jeunes salariés, une sécurisation de l'entrée dans l'emploi de ceux-ci pour permettre la sécurisation progressive des parcours de l'ensemble des travailleurs. Ainsi, nous ferons de l'entrée dans l'emploi des nouvelles générations de diplômés un des leviers d'une transformation du système économique visant l'éradication du chômage et de la précarité.

Nous devons pour cela construire un dispositif d'accompagnement pour le premier emploi. Ce dispositif doit assurer l'autonomie financière de l'étudiant en recherche d'emploi, une aide pour l'orienter dans ses démarches et réfléchir à préciser son projet professionnel dès le début de l'année d'étude précédent le premier emploi. Il doit aussi permettre le suivi du jeune travailleur dans les premiers mois de son activité professionnelle. Il doit enfin être géré conjointement par les étudiants et les travailleurs.

Pour les étudiants communistes, une insertion professionnelle efficace nécessite la mise en place, au sein d'un pôle public de l'emploi et de la formation pour tous les travailleurs, d'un dispositif d'accompagnement pour le premier emploi.

Promouvoir la Recherche publique pour le progrès humain

La Recherche publique doit être préservée de tout critère de rentabilité. Parallèlement, les institutions au rôle prépondérant comme les organismes de Recherche doivent être indépendants du pouvoir politique : vouloir déterminer a priori quelle recherche mènera à des applications concrètes est une aberration scientifique.

Le maintien du statut des enseignants-chercheurs est une nécessité pour le développement de la Recherche publique et la popularisation des problématiques de Recherche, enjeu majeur que nous soulignons dans la résolution « *Construire une Université au service de la démocratie et de la vie en société* ».

Promouvoir la Recherche publique est une condition du Développement, c'est-à-dire une condition de l'utilisation des connaissances acquises, par exemple pour la production industrielle d'un produit nécessaire à la satisfaction de nos besoins sociaux. Nous estimons que cela nécessite qu'une part conséquente du PIB soit consacrée à la Recherche publique.

Pour les étudiants communistes, la Recherche publique doit donc être préservée de toute exigence de rentabilité et du pouvoir politique et être promue afin de produire les connaissances pour nourrir les travaux de Développement et faire ainsi évoluer notre façon de subvenir à nos besoins.